

**Point de presse de la porte-parole -
Finlande/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau - Armes
chimiques/Rapport d'enquête de
l'OIAC sur les emplois d'armes
chimiques en Syrie -
Sécurité-Défense/19ème Forum de
l'institut des hautes études de
défense nationale sur le continent
africain - Russie - Situation de Mme
Sophie Pétronin - Italie - Cameroun
(Paris, 14 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Finlande - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (Helsinki, 14-15 juin 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend aujourd'hui et demain à Helsinki. Elle s'y entretiendra avec son homologue M. Sampo Terho, avec le ministre des affaires étrangères M. Timo Soini ainsi qu'avec le vice Premier ministre et ministre des finances M. Petteri Orpo. La ministre donnera une conférence au parlement finlandais, co-organisée avec l'institut finlandais des relations internationales, sur l'avenir de l'Europe et la vision de la France. Mme Loiseau participera en outre à une consultation citoyenne avec la communauté française en Finlande.

Lors de ce déplacement, la ministre se rendra à l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) dont le siège est à Helsinki. Cette agence met en oeuvre la réglementation REACH, pilier du droit environnemental de l'Union européenne qui vise à mieux évaluer le risque puis à progressivement supprimer les substances chimiques les plus dangereuses pour la santé humaine.

La ministre s'entretiendra avec ses interlocuteurs des principaux dossiers européens d'actualité. Nous sommes notamment proches avec la Finlande en matière politique de sécurité et de défense commune. La préparation de la présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne, au second semestre 2019, sera également abordée.

La relation bilatérale entre la France et la Finlande est de grande qualité. Elle est caractérisée par des projets commerciaux et industriels ambitieux comme la construction de l'EPR d'Olkiluoto. La France a été l'un des tous premiers pays à reconnaître l'indépendance de la Finlande, il y a cent ans cette année.

2 - Armes chimiques - Rapport d'enquête de l'OIAC sur les emplois d'armes chimiques en Syrie (13 juin 2018)

L'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a publié le 13 juin un nouveau rapport d'enquête sur les emplois d'armes chimiques. Elle confirme, avec un haut niveau de certitude, que du sarin a été employé dans la ville de Latamneh en Syrie le 24 mars 2017 et du chlore dans une autre attaque intervenue dans cette même ville le 25 mars.

La lutte contre la prolifération des armes chimiques est une priorité. La France s'est fortement engagée sur la question et a lancé, le 23 janvier 2018, un partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques soutenu par 34 Etats. Ce rapport de l'OIAC rappelle l'urgence de mettre en place dans les meilleurs délais un nouveau mécanisme chargé de déterminer les responsables de ces attaques, ainsi que M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, l'avait souligné lors de la dernière réunion du partenariat à Paris le 18 mai 2018. Aucune impunité ne peut être laissée à ceux qui développent ou utilisent de telles armes.

Il s'agit du seizième rapport de l'OIAC confirmant l'emploi d'une arme chimique ou d'une substance toxique comme arme chimique dans le conflit syrien. Pour rappel, le mécanisme conjoint d'enquête et d'attribution des Nations unies et de l'OIAC, le JIM, avait déterminé la responsabilité des forces armées syriennes dans au moins quatre cas. La Russie a opposé trois vétos au renouvellement du mandat de ce mécanisme.

3 - Sécurité-Défense - 19ème Forum de l'institut des hautes études de défense nationale sur le continent africain (19-27 juin 2018)

Le dix-neuvième forum de l'institut des hautes études de défense nationale sur le continent africain (FICA) se déroulera du 19 au 27 juin à Paris, à l'Ecole militaire. Il abordera "les conditions actuelles d'une sécurité durable en Afrique".

Cette rencontre internationale est issue d'un partenariat entre l'institut des hautes études de défense nationale et la direction de la coopération de sécurité et de défense du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Elle offre l'occasion aux hauts responsables de pays partenaires et organisations régionales africaines d'approfondir de manière interactive, au travers de conférences, ateliers et travaux collectifs, un certain nombre d'enjeux communs : cette année, ceux de souveraineté nationale, des réformes de la sécurité ou encore de la prévention des conflits armés.

La table ronde du 25 juin consacrée au thème "imposition-consolidation-maintien de la paix en Afrique aujourd'hui" sera ouverte aux chercheurs, médias et centres de réflexion, sur invitation.

4 - Russie

Q - Hier le président de la Russie Vladimir Poutine a maintenu dans son poste un de ses conseillers - Vladislav Surkov, chargé des questions de l'Ukraine. Est-ce que la France a travaillé avec M. Surkov sur les questions ukrainiennes ? Envisagez-vous de collaborer avec lui dans le futur ? Que pensez-vous du fait qu'il a gardé sa position dans l'administration du président russe ?

R - Nous ne commentons pas les nominations au sein des administrations des pays souverains.

5 - Situation de Mme Sophie Pétronin

Q - Pouvez-vous confirmer l'authenticité de la vidéo diffusée hier de l'otage Sophie Pétronin ?

R - Une vidéo de Sophie Pétronin a été diffusée hier. Elle est actuellement en cours d'analyse.

- Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est en relation constante avec la famille de Mme Pétronin.

- Tous les services de l'Etat sont mobilisés au profit de notre compatriote.

- Pour des raisons évidentes de sécurité et d'efficacité, le MEAE continuera d'observer la plus stricte discrétion.

6 - Italie

Q - Le vice-président du Conseil italien Luigi Di Maio a déclaré ce matin que l'Italie attend toujours des excuses de la France après les critiques de Paris concernant la politique migratoire Rome. Que répondez-vous ?

R - Je vous renvoie au communiqué de presse de la présidence de la République.

7 - Cameroun

Q - Selon le dernier rapport d'Amnesty International, l'armée camerounaise a répondu aux manifestations dans le pays par des arrestations arbitraires, des tortures, des homicides illégaux et la destruction de biens. Les forces de sécurité ont détruit des villages, torturé au moins 23 personnes, y compris des mineurs, pour leur extorquer des "aveux". Les séparatistes armés ont attaqué 42 écoles et tué 44 membres des forces de sécurité. Les parlements britanniques et allemands se sont saisis de ce sujet. À part la condamnation des violences des deux côtés est-ce que la France prend des initiatives pour amener une médiation extérieure à la crise ?

R - Nous observons avec attention la situation au Cameroun, pays ami et partenaire, et sommes préoccupés par les tensions persistantes dans les régions anglophones. Nous réitérons notre appel à l'arrêt des violences et appelons l'ensemble des acteurs à la retenue.

Comme nous l'avons déjà indiqué, nous sommes convaincus que seul le dialogue permettra de répondre, de manière pacifique et concertée, aux préoccupations de toutes les parties, dans le respect de l'unité et de l'intégrité du pays. C'est un message que nous passons aux autorités camerounaises et nous sommes prêts, en concertation avec nos partenaires internationaux, à soutenir tous les efforts qui pourront être menés en ce sens./.